

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Philippe JOURDON, 2009, *Histoire monétaire de l'Europe de 1800 à 2007. De l'esprit des Lumières après le XVIII^e siècle à la généralisation de l'économie monétarisée à partir du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 297 p.

par Laurence Basset

Études internationales, vol. 41, n° 1, 2010, p. 105-107.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/039623ar>

DOI: 10.7202/039623ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Cette sensibilité de la CIJ aux enjeux contemporains confère à ses avis et arrêts une portée significative dans la sphère juridique ainsi que dans le débat public sur la scène internationale. Ainsi en est-il de la première affaire portée devant la Cour, *Royaume-Uni c. Albanie* (1947-1949), qui a non seulement marqué l'évolution du droit de la mer en précisant les conditions de passage dans les détroits, mais a aussi explicité le droit d'intervention, ouvrant une discussion qui sera tranchée, des années plus tard, dans l'affaire *États-Unis c. Nicaragua*. De même, dans l'affaire *Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro* (1993-2007) portant sur la question de la commission de l'acte de génocide par la Serbie en Bosnie-Herzégovine, la Cour s'est prononcée pour la première fois sur le crime de génocide, mais avec des effets mitigés. Sa décision a satisfait ceux qui souhaitaient que la responsabilité de la Serbie-et-Monténégro soit prononcée, mais elle a déçu ceux qui attendaient que cette responsabilité soit reconnue comme étant entière, mettant ainsi fin à « la fiction juridique ».

Les évolutions de la scène internationale ont provoqué et provoqueront de nouveaux différends territoriaux, dont la CIJ sera sans doute saisie. Les démembrements d'États et les projets d'union des pays européens et méditerranéens pourraient en effet déboucher sur de nouvelles questions de délimitation, à l'exemple des deux affaires, en instance à l'heure de la publication et présentées en conclusion, *Roumanie c. Ukraine* et *Croatie c. Serbie-et-Monténégro*. Depuis, deux anciennes républiques yougoslaves ont choisi de soumettre à l'arbitrage international leur différend au sujet de la zone économique exclusive de la Croatie, et la Serbie a saisi la Cour

d'une requête sur la conformité de la déclaration d'indépendance du Kosovo au droit international. La tendance à la « *judiciarisation* des différends », mise en exergue par Georges Labrecque, semble donc se confirmer.

D'un point de vue pratique, on pourra regretter que l'ouvrage ne comporte pas plus de cartes, éléments indispensables pour visualiser la dynamique des conflits territoriaux étudiés, que les étapes procédurales soient présentées en fin d'ouvrage et que la reliure soit de si piètre qualité. Ces bémols exceptés, on ne saurait trop conseiller la lecture d'un outil de recherche précieux, qui souligne l'importance et les limites, les fondements et l'actualité du droit international public rendu par l'organe judiciaire principal des Nations Unies.

Odile PERROT

*Réseau francophone de recherche
sur les opérations de paix
Université de Montréal*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Histoire monétaire de l'Europe de 1800 à 2007. De l'esprit des Lumières après le XVIII^e siècle à la généralisation de l'économie monétarisée à partir du XXI^e siècle

*Philippe JOURDON, 2009, Paris,
L'Harmattan, 297 p.*

Les ouvrages qui traitent de la monnaie en Europe ne sont pas rares, en ces temps où fleurit la littérature concernant les enjeux actuels et futurs de l'économie européenne. Cependant, trouver un bon livre, c'est-à-dire savamment construit et non décourageant, qui reprenne l'histoire de la monnaie depuis le 18^e siècle pour y apporter d'intéressantes lumières, est une tâche ardue. Nous

avons ici un exemplaire de ce type, un de ces ouvrages qui tentent de s'inscrire dans un courant de pensée différent afin de ne pas réécrire toujours les mêmes histoires.

Dans le cas présent, il faut noter l'importance de la technique de rédaction, ajustée à la cliométrie. L'ouvrage est donc très ordonné, laissant parfois la forme prendre le pas sur le fond, tant les contraintes imposées à ou par l'auteur semblent respectées. Il est probable que, sur un modèle oulipien, la structure autorise l'auteur à une plus grande liberté dans les propos, toujours mécaniquement justifiés.

L'organisation méthodologique de l'ouvrage est ainsi très classique, mais parfaitement exécutée, donc efficace : on pourrait ne lire que la table des matières (12 pages sans la page de garde) que l'on aurait déjà appris certaines choses assurément, tant les problématiques sont bien hiérarchisées, répertoriées dans les têtes de chapitre et développées par l'architecture pyramidale du livre.

Mais le livre n'est pas seulement organisé : après avoir repris les fondamentaux d'un système monétarisé (monnaie primaire/monnaie secondaire, fluctuation des cours...), après être revenu sur l'étude des sources de la monétarisation de notre système, après avoir évoqué les aspects d'une économie non monétarisée au 18^e siècle, l'auteur passe en revue les étapes de la monétarisation ainsi que les problématiques liées aux instabilités politiques et économiques, jusqu'aux changements de perspective liés à la construction du système monétaire européen.

Un autre point qui distingue ce livre repose sur la notion d'*homo monetarius*. Cet individu est décrit comme celui qui, originaire d'Amérique, a toujours vécu

dans un système monétaire, à l'inverse des Européens qui découvrent ce modèle de fonctionnement au gré des guerres et des perturbations économiques. Ce nouveau type d'homme a donc un pouvoir d'action et de modification du cours des événements : il prend des décisions financières et interagit avec la société. Il peut ainsi diversifier ses activités, accroître ou diminuer son capital : c'est la naissance des débouchés commerciaux et de la fortune personnelle qui transforme un individu lambda en *homo monetarius*. Ce sont bien entendu les pays les plus ouverts sur le monde extérieur qui font naître les premiers *homini monetarii*, à la différence de pays comme la France, où seule la tranche très supérieure de la population – celle qui justement est en contact avec les élites étrangères – peut avoir l'idée de l'enrichissement et de la gestion de l'argent.

Si l'ouvrage reprend pas à pas l'histoire de la monnaie, avec l'ensemble des éléments qui constituent la Grande Histoire et grâce à sa structure et à sa méthode, l'auteur se livre pourtant à quelques réflexions sur l'avenir de ce qui est désormais l'unique monnaie européenne : l'euro. Il soutient que cette monnaie serait porteuse d'un projet social, en s'adaptant à la société et aux souhaits qui naissent dans nos communautés nationales. L'euro comme élément de structuration du système économique et monétaire mondial ? Ce livre nous fournit des pistes de réflexion.

Ce livre est coupé en deux grandes parties, à la page 186, annonçant d'une part « l'histoire monétaire de l'Europe », en trois sections historiques (1800-1873, 1873-1945, 1945-2007) et, d'autre part, le résumé de l'histoire monétaire de l'Europe, avec trois grandes sections également, identiques aux précédentes.

Puisqu'il faut parler du résumé (49 pages), il conviendra de noter que l'on ne comprend pas de prime abord l'intérêt de le placer après le texte originel. D'aucuns – qui le trouveraient – pourraient s'en contenter, tant les règles de structure sont là encore respectées, aussi bien dans la conservation des idées essentielles que dans la coupe effectuée au millimètre près dans la quantité de mots requise. L'exercice est donc parfaitement réussi, trop peut-être : certains ne liront que la table des matières, tandis que d'autres se contenteront du résumé et auront l'intime sentiment d'avoir compris l'essentiel de l'ouvrage. Mais bienheureux sont ceux qui s'aventureront plus profondément dans l'ouvrage : ils seront récompensés ! La quantité de détails fournie assouvira en effet toutes les curiosités, même les plus insatiables.

Mais à qui s'adresse ce livre, c'est précisément là la question : est-il vraiment destiné au tout-venant ? L'auteur nous le prouve, le travail effectué sur la statistique, l'économie et l'histoire parfaitement mêlées nécessite une certaine maîtrise des matières concernées. La bibliographie très détaillée nous le confirme. Elle permet de constater que l'étude de cette science est régie par quelques spécialistes ou que peu nombreux sont ceux qui trouvent grâce aux yeux de notre auteur. Si la bibliographie est parfaite, là encore concernant la forme, on ne pourra pas reprocher à l'auteur que l'index ne fournisse pas l'information demandée. Cependant, on observe un décalage avec le numéro des pages annoncé, ce qui ne facilite pas la lecture du livre et manque cruellement de rigueur pour un ouvrage qui en revendique tant !

Laurence BASSET

*Marsh Risk Consulting
Marsh and McLennan Companies, Paris*

The WTO and Global Governance. Future Directions

*Gary P. SAMPSON (dir.), 2008, Tokyo,
United Nation University Press, 277 p.*

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été mandatée par les gouvernements pour réaliser le plein emploi, en visant une croissance économique stable et un meilleur niveau de vie pour ses plus de 150 membres. Cet organisme a maintenant pour objectif d'assurer une utilisation optimale des ressources mondiales dans un contexte de développement durable. Le souci d'atteindre ces objectifs ainsi que ceux du cycle de Doha pousse l'OMC à s'aventurer dans des domaines non traditionnels pour la politique commerciale. En conséquence, l'OMC est devenue l'un des organismes clés d'une structure globale d'institutions et d'accords internationaux qui se chevauchent et qui sont amenés à prendre des décisions majeures. Les décisions de l'OMC façonnent les politiques intérieures des pays membres ainsi que la gouvernance mondiale. Plusieurs voient dans ce rôle approfondi de l'OMC une atteinte potentielle à la souveraineté nationale. Or, quel devrait être le rôle de l'OMC dans la gouvernance mondiale ? Voilà la question centrale à l'origine de ce livre.

L'ouvrage contient une grande variété de points de vue de personnalités éminentes qui se penchent sur les incidences en matière de gouvernance mondiale des domaines de politique commerciale sous l'égide de l'OMC. Il propose des pistes et des orientations permettant de créer des politiques plus cohérentes aux niveaux national et international. Les personnalités se succèdent : Pascal Lamy (directeur de l'OMC), Louise Arbour (Haut-Commissariat des